



ISSN: 2230-9926

Available online at <http://www.journalijdr.com>

IJDR

International Journal of Development Research

Vol. 13, Issue, 07, pp. 63207-63215, July, 2023

<https://doi.org/10.37118/ijdr.26921.07.2023>



RESEARCH ARTICLE

OPEN ACCESS

CONTRIBUTION DES FILETS SOCIAUX À L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES DANS LA PROVINCE DU ZONDOMA

***DEME El Hadji Yoro and ZOUGMORE Hortense**

Département économique, Université Aube-Nouvelle, 09 BP 92 Ouagadougou 09, Burkina Faso

ARTICLE INFO

Article History:

Received 11th April, 2023
Received in revised form
27th May, 2023
Accepted 19th June, 2023
Published online 28th July, 2023

KeyWords:

Social safety nets, Poverty,
Early childhood, social protection,
Cash transfers.

*Corresponding author: **DEME El Hadji Yoro**

ABSTRACT

The aim of this research was to measure the contribution of the social safety net project to the improvement of household living conditions and the development of early childhood in the province of Zondoma from 2015 to 2019. The methodological approach used is based on field surveys with a dynamic and interactive approach that involved beneficiaries, resource persons and project managers. The results show that the Social Safety Nets project has positive effects on the economic and social level within the beneficiary community and more particularly on the beneficiary families, despite some difficulties observed in its implementation. For better consideration of early childhood in Burkinabe households with a view to breaking the intergenerational transmission of poverty, advocacy should be developed to increase funding for social protection, in order to reach all poor and vulnerable households ; set up a unified social register highlighting poor and vulnerable households with young children; coordinate the different approaches to social protection; strengthen support for beneficiaries despite degraded security conditions; and sustain the achievements through the provision of community relays after the closure of the project.

Copyright©2023, **DEME El Hadji Yoro and ZOUGMORE Hortense**. This is an open access article distributed under the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Citation: **DEME El Hadji Yoro and ZOUGMORE Hortense**. 2023. "Contribution des filets sociaux à l'amélioration des conditions de vie des ménages dans la province du zondoma". *International Journal of Development Research*, 13, (07), 63207-63215.

INTRODUCTION

En moins d'une décennie, les filets sociaux sont devenus un élément central des stratégies de développement pour lutter contre la pauvreté extrême et protéger les ménages vulnérables au nombre grandissant de chocs liés aux catastrophes telles que les sécheresses, les inondations, les épidémies et maladies, les chocs des prix internationaux et les conflits (Beegle *et al.*, 2018). Le Burkina Faso s'est doté en 2000 d'un Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) en vue de réduire le déficit social et dont la mise en œuvre a permis au pays d'enregistrer au cours de la décennie suivante des progrès macroéconomiques significatifs. Toutefois, cette performance macroéconomique n'a pas permis d'atteindre les objectifs en matière d'amélioration des conditions de vie des ménages (Pnps-bf, 2012). En dépit de la priorisation de la protection sociale dans le CSLP et des efforts consentis pour l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base, ceux-ci restent inaccessibles à une frange importante de la population. Cette frange est également sous la menace permanente de l'insécurité alimentaire et de l'exclusion sociale. Il se pose donc le besoin de disposer de mécanismes permettant d'aider ces populations à sortir de ce piège à pauvreté et à subvenir à leur besoin (Pnps-bf, 2012).

En 2010, le gouvernement du Burkina Faso a mis en place une Politique nationale de protection sociale (PNPS), un dispositif conduit par le Ministère de l'économie et des finances et constitué d'un Comité interministériel, d'un Secrétariat Exécutif et de deux Commissions spécialisées (dont l'une en charge des filets sociaux et l'autre de l'assurance sociale). La protection sociale (PS) dispose de quatre instruments: les filets sociaux de sécurité, l'assurance sociale, la réglementation sociale ainsi que les services d'aides sociales. Bien que considérés comme étant des instruments à part entière, les deux derniers instruments viennent en appui aux filets sociaux de sécurité et à l'assurance sociale (Pnps-bf, 2012). La province du Zondoma a une incidence de pauvreté de 44,1% supérieure à la moyenne nationale au Burkina Faso et elle est l'une des plus pauvres au niveau national, en occupant la 31^{ème} place de l'incidence de la pauvreté par ménage et la 3^{ème} place devant le Loroum au niveau Régional (Ansd, 2019). Dans la province du Zondoma, la pauvreté demeure un phénomène à dominance rurale. De l'examen de la situation socio-économique de la province du Zondoma, il ressort que le phénomène de la pauvreté est surtout d'ordre monétaire. Pour accompagner le développement dans cette localité, des interventions de nombreux bailleurs de fonds, d'Organisations non gouvernementales et d'Associations de développement mobilisent les populations pour un développement durable et contre la pauvreté et la fatalité. Au titre de la mobilisation des ressources, la contribution des partenaires au

développement n'est donc pas à négliger. C'est au regard de cela que la province du Zondoma est l'une des zones d'intervention du projet Filets sociaux « Burkin-Naong-Sa-Ya ». L'objectif général de cette recherche est d'évaluer la contribution des transferts monétaires et des mesures d'accompagnement au développement de la petite enfance dans la province du Zondoma. De façon spécifique il s'agit de montrer : (i) la contribution des filets sociaux à l'amélioration des conditions de vie des ménages ; (ii) les effets des filets sociaux sur le développement de la petite enfance dans la province du Zondoma. Ce présent papier est structuré en trois sections : la première section traite les matériels et méthodes, la deuxième présente les résultats et la troisième aborde la discussion avant de conclure.

MATERIELS ET METHODES

Zone d'étude et échantillonnage: La province du Zondoma a été créée par la loi N°09/96/ADP du 24 avril 1996, son chef-lieu est Gourcy. Elle compte cinq (05) départements, une (01) commune urbaine, quatre (04) communes rurales et cent huit (108) villages. La province du Zondoma couvre une superficie de 1991 km². Elle est située au Nord du Burkina Faso et est limitée au Nord et à l'Ouest par la province du Yatenga, au Sud par la province du Passoré et à l'Ouest par la province du Sourou. La province du Zondoma compte 239 955 habitants (soit une densité de 121 habitants /Km²) suite au dernier recensement de la population de 2019 (Ansd, 2021). Près de la moitié de la population de la province est concentrée dans la Commune de Gourcy. La province du Zondoma est essentiellement une province à vocation agro-pastorale réputée pour sa production maraîchère. Les secteurs de production dans la province sont essentiellement : l'agriculture, l'élevage et l'artisanat.

Tableau 1. La population cible de l'enquête

Communes	Villages	Bénéficiaires
Bassi	Bassi	208
	Pella	111
	Sorogo	40
	Ouetigie	66
	Kera-doure	160
Sous total 1		585
Boussou	Boussou	282
	Ouembairi	154
	Nonglaado	49
	Kirikodogo	167
	Darba	67
	Kiripalogo	108
	Tangaye	34
Baoudoumboin	84	
Sous total 2		945
Gourcy	Bougounam	208
	Rassogoma	100
	Minima	110
	Doure	88
	Kontigie	281
	Kasseba-mossi	27
	Kasseba-samo	228
	Koundombo	145
	Niessega	407
	Lonce	31
	Tangaye	220
Sous total 3		1845
Leba	Sanh	133
Sous total 4		133
Tougo	Bascorma	393
	Mangoulma	55
	Rassomde	201
	Ridimbo	424
Sous total 5		1076
Total zondoma		4584

Source : auteurs

La province du Zondoma est insuffisamment dotée en infrastructures économiques. Elle dispose au titre des infrastructures construites en

matériaux définitifs d'un seul marché basé à Gourcy. Il existe également un abattoir à Gourcy et des aires d'abatage à Niésséga, Boussou, Tougo, Bougounam et Bassi. L'approche méthodologique de la présente recherche est fondée sur une démarche mixte (quantitative et qualitative). La démarche a aussi pris en compte entre autres, le choix du terrain, la population d'enquête et l'échantillon, les techniques et les instruments de collecte d'informations, le traitement des données. Les données ont été collectées grâce aux documents et à travers des enquêtes de terrain. La population d'enquête de notre étude a concerné les bénéficiaires des filets sociaux de la province du Zondoma du Burkina Faso. Quatre mille cinq cent quatre-vingt-quatre (4584) bénéficiaires du Projet filets sociaux de la province du Zondoma ci-dessous représentés au tableau 1 constituent notre population cible. Parmi elles, cent six (106) ont été enquêtées.

En plus de notre public cible, les conjoints des bénéficiaires de filets sociaux sont considérés comme population témoin, afin de mesurer les effets des filets sociaux sur les conditions de vie des ménages. Vingt (20) conjoints ont été enquêtés. Aussi, nous avons intégré des personnes ressources ; il s'agit des personnes qui ont des connaissances sur le phénomène des filets sociaux, et aussi celles intervenant dans le projet filets sociaux et des personnes averties de la petite enfance (dont : un (01) membre du comité de revue ; un (01) membre du Secrétariat Permanent du Conseil National pour la Protection Sociale ; l'Unité de Gestion du Projet ; les Autorités locales). Ainsi, après avoir défini l'aire géodémographique qui comprend les bénéficiaires des filets sociaux de la province du Zondoma, nous avons procédé à la définition d'un échantillon en grappe qui a consisté à faire un tirage à deux niveaux (commune, village). C'est ainsi que deux communes ont été tirées au sort de façon aléatoire et des villages de chaque commune bénéficiaire ayant au moins 100 bénéficiaires retenus. Pour ce qui concerne la taille de l'échantillon, nous avons eu à observer 5% de notre univers d'étude ; en ne prenant en compte que le chiffre avant la virgule. Le tableau 2 présente la population d'enquête.

Après avoir étudié la population d'enquête, le tableau 3 fait le récapitulatif de l'échantillon des personnes enquêtées. Le tableau 4 présente les variables liées aux phénomènes des filets sociaux et leurs indicateurs retenus.

Profil démographique des bénéficiaires des filets sociaux : Les bénéficiaires des filets sociaux sont composés de ménages pauvres et vulnérables, de femmes enceintes, de mères allaitantes ou ayant des enfants (dont l'âge peut aller jusqu'à 15 ans au moment de l'enquête), ainsi que les ménages affectés ou vulnérables aux chocs et à l'insécurité alimentaire. La femme est donc au cœur du ménage burkinabè, elle représente une frange très importante, cependant elle reste vulnérable en raison des pesanteurs socioculturelles. La figure 1 montre que sur les cent six (106) bénéficiaires enquêtés, toutes sont des femmes. Elles sont réparties dans 12 villages de trois communes de la province du Zondoma à savoir Gourcy, Bassi et Tangaye (Figure 2). L'âge est un indicateur qui permet de mesurer les capacités physiques et /ou mentales d'un individu à exercer une activité et dans le cadre de cette recherche, où il s'agit de la gestion de ressources financières, la prise en compte de ce facteur relève d'une importance capitale dans la mesure où il nous permettra de mesurer la capacité des bénéficiaires à gérer de façon efficiente ces ressources. La majorité des bénéficiaires (40,48%) ont un âge compris entre quarante (40) et quarante-neuf (49) ans. Cette tranche d'âge nous semble raisonnable pour gérer des ressources financières car à cet âge, elles sont suffisamment conscientes, motivées et pétries d'expérience dans la gestion financière. Aussi, 93,5% des femmes enquêtées sont mariées et ont des enfants, ce qui pourrait augmenter leur niveau de responsabilité (Figure 3). Il ressort de notre échantillon que 8,3% des femmes enquêtées ont un nombre d'enfants compris entre un (1) et deux (2) enfants ; 26% ont entre quatre (04) et cinq (05) enfants ; 34,2% ont entre six (06) et huit (08) et les 11,1% restantes ont plus de huit (08) enfants. Les données font ressortir que les personnes enquêtées ont de nombreux enfants ce qui pourrait expliquer la difficulté pour celles-ci de s'en occuper convenablement.

Tableau 1. La population d'enquête

Communes	Villages	Bénéficiaires	Estimation population d'enquete	Population retenue
Bassi	Bassi	208	10,4	10
	Pella	111	5,55	5
	Kera-doure	160	8	8
Sous total 1		585	23,95	23
Gourcy	Bougounam	208	10,4	10
	Rassogoma	100	5	5
	Minima	110	5,5	5
	Kontigue	281	14,05	14
	Kasseba-samo	228	11,4	11
	Koundombo	145	7,25	7
	Niessega	407	20,35	20
	Tangaye	220	11	11
Sous total 2		1845	84,95	83
Total echantillon		2 430	108,9	106

Source : auteurs

Tableau 3. Récapitulatif des personnes interrogées

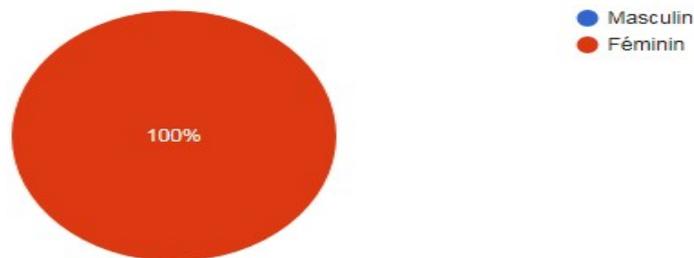
Catégories des enquêtés	Statut socio professionnel	
Population cible	Bénéficiaires des filets sociaux	106
Population témoin	Conjoints	20
Personnes ressources	Membres du comité de revue	01
	Membres du secrétariat permanent du Conseil National pour la Protection Sociale	01
	Unité de Gestion du Projet	01
	Autorités locales	03
	Facilitateurs communautaires	02
Total		134

Source : auteurs

Tableau 2. Variable liée au phénomène à étudier

Variables	Indicateurs
Satisfaction des besoins élémentaires des bénéficiaires et leurs enfants	<ul style="list-style-type: none"> - Besoin alimentaire - Besoin sanitaire - Besoin scolaire - Besoin vestimentaire
Réalisations des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> - Épargne - Crédit - Investissement - Développement des activités génératrices de revenus
Renforcement des liens sociaux	<ul style="list-style-type: none"> - Solidarité dans le travail - Solidarité pendant les événements sociaux - Relation au niveau de la famille - Relation avec l'entourage

Source : auteurs



Source : Auteurs

Figure 1. Composition de la population d'enquête selon le sexe

La lecture des figures 4 à 6 montrent que 64,8% des femmes enquêtées sont allées à l'école ; parmi elles, seulement 8,3% ont atteint le niveau secondaire ; 46,3% d'entre elles ont été alphabétisées. Les modules de l'alphabétisation prennent en compte la gestion de la famille et par moment la gestion financière.

RESULTATS

Les résultats montrent que les trois principales activités menées par les bénéficiaires du projet des filets sociaux sont l'agriculture

avec 92,6% de femmes, l'élevage 65,7% ; le petit commerce 63%. Il faut noter que certaines d'entre elles mènent plus d'une activité. Les femmes bénéficiaires du projet développent des activités génératrices de revenus dont les fruits leur permettent de subvenir aux besoins alimentaires, sanitaires et scolaires de leurs familles. Aussi, plus de 50 % des femmes enquêtées bénéficient des transferts monétaires depuis 2015 dont le montant varie entre 150 000 FCFA à 480 000 FCFA. Cette recherche a permis de mesurer les effets socio-économiques des transferts monétaires sur les conditions de vie des bénéficiaires.

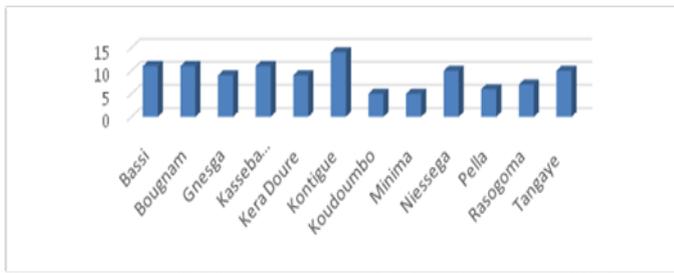


Figure 2. Répartition de la population d'enquête selon le milieu de résidence. Source : auteurs

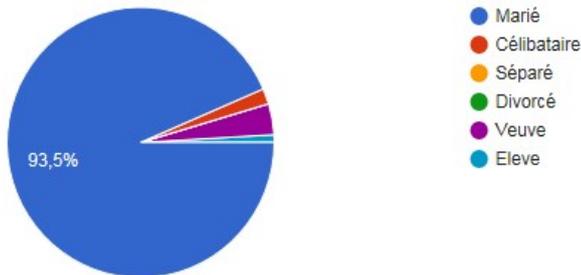


Figure 3. Situation matrimoniale des enquêtées. Source : auteurs

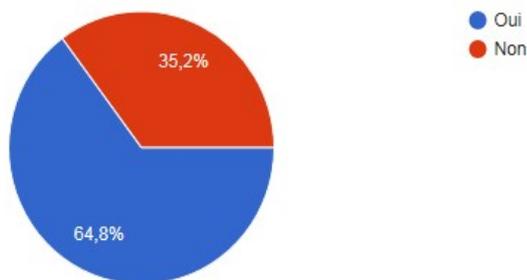


Figure 4. Population ayant fréquenté l'école. Source : auteurs

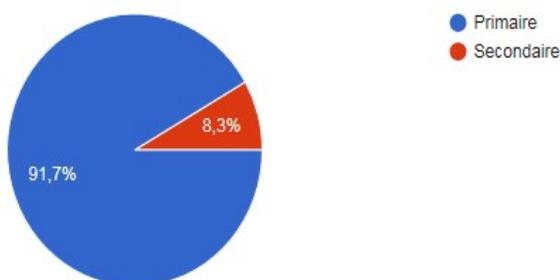


Figure 5 : Niveau d'instruction de la population d'enquête. Source : auteurs

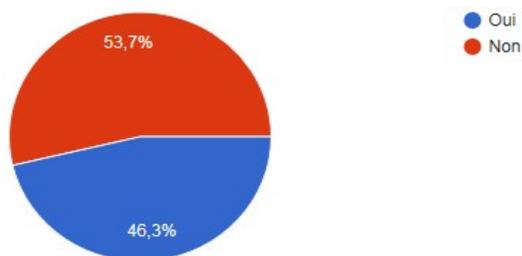


Figure 6. Population d'enquête alphabétisée ou non. Source : auteurs

Nous pouvons dire que les transferts monétaires ont contribué à améliorer leurs conditions de vie, notamment la satisfaction des besoins primaires de leurs enfants, le développement des activités économiques leur permettant d'entreprendre dans des micro-projets.

A cela, s'ajoute le renforcement des relations sociales entre bénéficiaires elles-mêmes et avec les autres membres de la communauté. Les résultats observés des transferts monétaires sur les trois domaines de la santé que sont, l'utilisation des services de santé, la diversité alimentaire et la nutrition des enfants, montrent clairement que les transferts monétaires améliorent la santé et la nutrition. Nos investigations sur le terrain révèlent que seulement 5,6% des femmes enquêtées pouvaient avoir trois (03) repas par jour, 75,9% deux (2) repas et 18,5% se contentaient d'un (01) seul repas par jour avant l'avènement des transferts monétaires. Les trois (3) principales sources de revenus pour la prise en charge de l'alimentation provenaient, selon les enquêtées, par ordre d'importance des revenus des activités du mari (52,8%), des revenus des activités de la femme (50%) et des revenus du couple (40,7%).

Depuis la mise en œuvre du projet Filets sociaux, les habitudes alimentaires se sont améliorées dans les familles des bénéficiaires des transferts monétaires. Avec l'augmentation de leur pouvoir d'achat, ils arrivent à varier leur alimentation. On note en effet une amélioration qualitative et quantitative de leur repas quotidien. Les familles consomment plus souvent la viande, le poisson frais ou fumée sans oublier l'assaisonnement des repas avec des bouillons. 69,4% des familles enquêtées prennent régulièrement trois (03) repas variés par jour à savoir : le petit déjeuner, le déjeuner et le dîner. Elles témoignent des effets positifs des transferts monétaires sur l'amélioration de leur alimentation : « les transferts monétaires nous sont très bénéfiques surtout pour nos enfants. Cela nous a permis d'assurer une bonne alimentation, régulière et équilibrée à nos enfants, ce qui était difficile avant le projet. A titre d'exemple il y a l'introduction d'autres céréales tels que le riz, le maïs, le haricot dans l'alimentation. En plus, jusqu'à ce jour, nous sommes capables d'acheter plus régulièrement de la viande, du poisson, les condiments de notre choix pour améliorer nos sauces. Tout cela s'est traduit par une alimentation variée, en quantité et en qualité. A cela il faut ajouter la consommation de divers fruits nécessaires pour la santé. Nous ne pouvons que remercier les responsables du projet filets sociaux ; car, si nous n'avions pas été bénéficiaires du projet on se demandait que deviendrions nous dans cette communauté », nous confie une bénéficiaire.

Les revenus destinés à la prise en charge de l'alimentation après l'accès aux transferts monétaires proviennent par ordre de priorité des transferts monétaires (97,2%), des revenus issus des activités du mari (48,1%) et enfin des revenus du couple (41,7%). Les bénéficiaires elles-mêmes (99,1%) avouent que les filets sociaux ont permis des changements dans leurs habitudes alimentaires et surtout une amélioration particulière dans l'alimentation de la petite enfance. Selon les enquêtées il y a l'amélioration du petit déjeuner et l'introduction de repas intermédiaires, de fruits, de la bouillie enrichie, du pain, du sucre et du lait. Tout cela s'est traduit par une alimentation riche, variée et équilibrée pour les enfants qui mangent désormais à leur faim, grâce aux connaissances apprises lors des séances d'animations et de sensibilisation. Les résultats ont montré que les transferts monétaires servent aussi aux dépenses sanitaires des enfants et des membres de la famille notamment à travers la fréquentation des centres de santé et la prise en charge des frais des ordonnances. Sur ce point, il ressort de nos enquêtes qu'avant les transferts monétaires, seulement 24,1% des femmes pouvaient faire face aux soins médicaux de la famille. Une bénéficiaire, nous confie ceci : « Avant je ne fréquentais pas les centres de santé car je craignais ne pas pouvoir honorer les frais d'ordonnances que le médecin me prescrirait. Mais, depuis que je reçois les transferts monétaires je m'y rends sans crainte ». La plupart des femmes enquêtées témoignent des effets positifs des transferts monétaires sur l'amélioration de la santé de la famille. : « Les transferts monétaires ont énormément contribué à la prise en charge des frais médicaux de la famille et particulièrement des enfants ». Au niveau de la petite enfance, il faut noter une bonne croissance des enfants. Selon les témoignages recueillis, on note une fréquentation des services de santé en cas de maladie au lieu de médecine traditionnelle uniquement. « Nous parvenons à assurer les frais médicaux sans difficultés, à honorer les ordonnances et les

médicaments de la rue ne sont plus utilisés » ; selon les propos d'une bénéficiaire enquêtée. Il faut cependant noter aussi le bon suivi du calendrier vaccinal des enfants dû à la sensibilisation lors des rencontres. Nos résultats ont permis de faire ressortir que la plupart des femmes enquêtées témoignent des effets positifs des transferts monétaires sur l'amélioration de l'éducation de leurs enfants. A ce niveau, nous notons le témoignage d'une femme, qui affirme que : « Les transferts monétaires nous sont très avantageux car cela nous a permis de payer les frais de scolarité et les fournitures scolaires des enfants. Sans les ressources issues des transferts monétaires, certains enfants n'auraient pas pu continuer leur scolarisation et d'autres ne seraient pas inscrits à l'école, grâce aux transferts monétaires nous sommes aujourd'hui à mesure de contribuer aux frais de scolarité des enfants ».

En plus de l'appui financier apporté à la scolarisation des enfants, on note une plus grande rigueur dans le suivi scolaire des enfants grâce à la sensibilisation. « Cela a changé nos rapports avec nos enfants ; ils sont maintenant motivés par les cadeaux que nous leur offrons en vue de les féliciter pour des résultats obtenus ou les encourager à aller de l'avant » nous confie une dame. Les transferts monétaires ont contribué à augmenter les revenus des bénéficiaires avec le développement du petit commerce ; pour celles qui avaient déjà une activité économique, on note une diversification et une augmentation du volume de l'activité partant des marges bénéficiaires plus importantes, le renouvellement et l'acquisition de nouveaux matériels de travail. Il faut aussi noter l'acquisition de matériel d'agriculture augmentant la production agricole, de moyens de déplacement leur permettant d'aller vendre leurs marchandises dans les marchés environnants. Les enfants tirent donc un bénéfice inestimable du fait de vivre dans un ménage ayant bénéficié de transferts monétaires. Cela se traduit par une petite enfance en bonne santé et épanoui bénéficiant de jouets éducatifs ce qui favorise le développement cognitif et affectif des enfants les rendant plus éveillés facilitant leur apprentissage à l'école.

Les femmes bénéficiaires des transferts monétaires ont tissé et renforcé davantage de liens autour des activités économiques et des séances de sensibilisation avec comme thèmes, la protection des enfants, l'importance de la scolarisation, etc. ce qui crée une solidarité entre elles. Cet élan de solidarité se manifeste lors des événements heureux et malheureux (décès, maladies, mariages, funérailles, baptêmes et fêtes religieuses etc.). Les transferts monétaires ont renforcé également les relations familiales des bénéficiaires. Les relations entre les couples se sont consolidées. En effet, on note un meilleur vivre ensemble car les conditions de vie se sont améliorées. Même dans les familles polygames, les relations entre coépouses se sont améliorées. Les liens familiaux se sont davantage renforcés. Il y a moins de disputes dans les ménages. Il ressort des propos d'un chef de famille : « depuis que nos femmes bénéficient des transferts monétaires elles contribuent aux dépenses familiales sur leur propre initiative ». Nos investigations font ressortir que la situation conjugale des femmes bénéficiaires a connu une amélioration. En effet, les femmes sont de plus en plus consultées dans les foyers et dans l'ensemble de la communauté. Il ressort des témoignages des femmes, que le projet « filets sociaux » en plus de leur faciliter l'accès aux ressources financières leur permet d'acquérir une certaine autonomie.

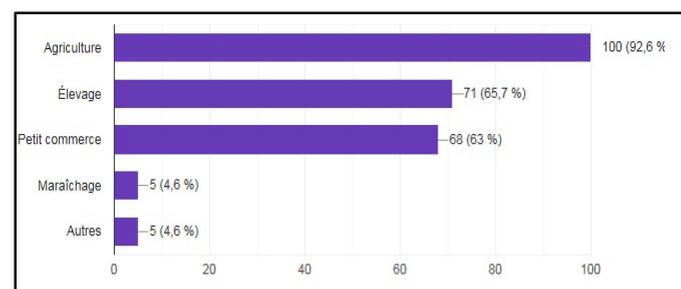


Figure 7. Répartition de la population d'enquête selon le secteur d'activité

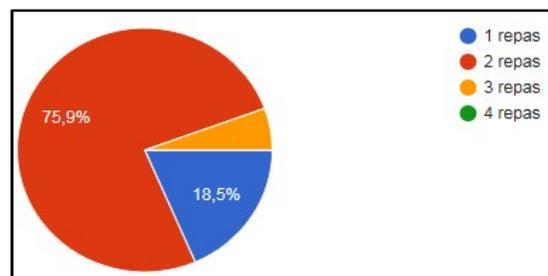


Figure 8. Nombre de repas par jour avant les transferts monétaires

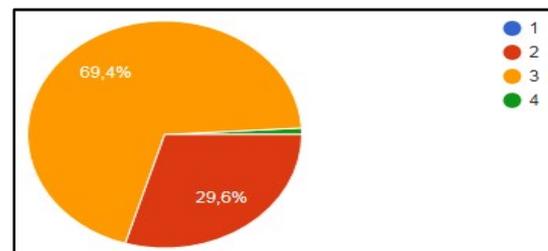


Figure 9. Nombre de repas par jour avec les transferts monétaires

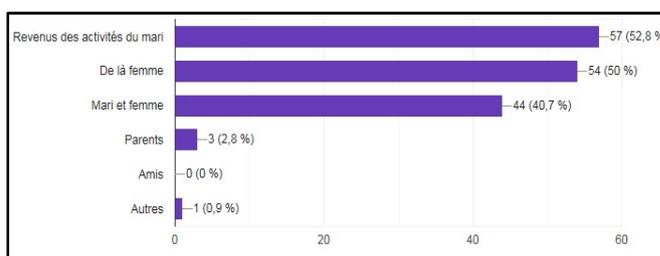


Figure 80. Provenance des revenus pour l'alimentation avant les transferts monétaires

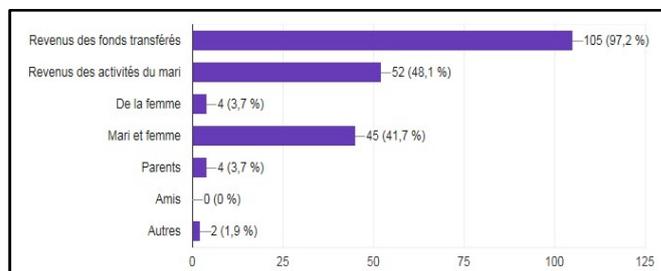


Figure 91. Provenance des revenus pour l'alimentation avec les transferts monétaires

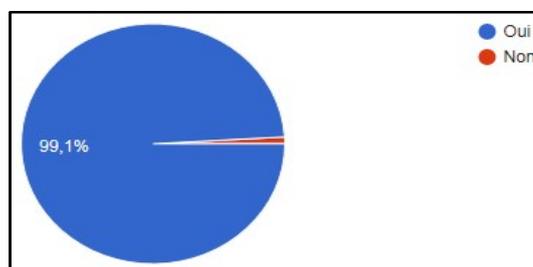


Figure 12. Changement des habitudes alimentaires

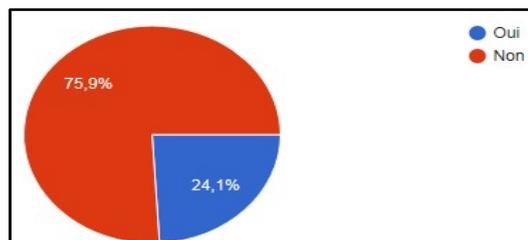


Figure 10. Situation sanitaire avant l'intervention du projet

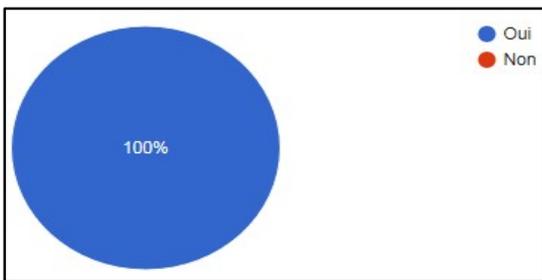


Figure 11. Situation sanitaire avec l'intervention du projet

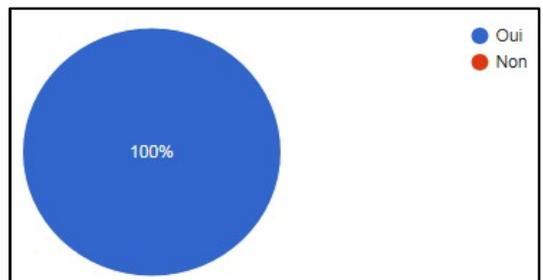


Figure 21. Contribution des AGR aux besoins de la famille

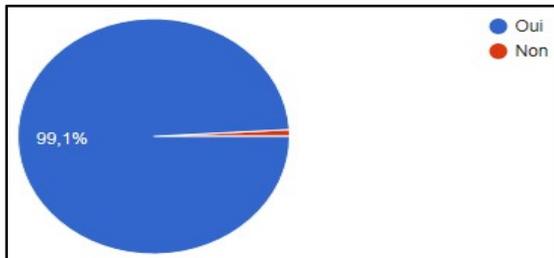


Figure 12. Comportement des bénéficiaires en matière de santé avec le projet

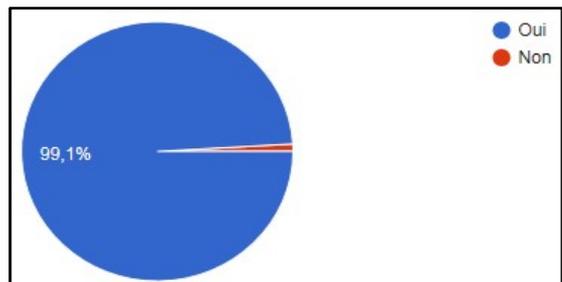


Figure 17. Transferts monétaires et augmentation des revenus

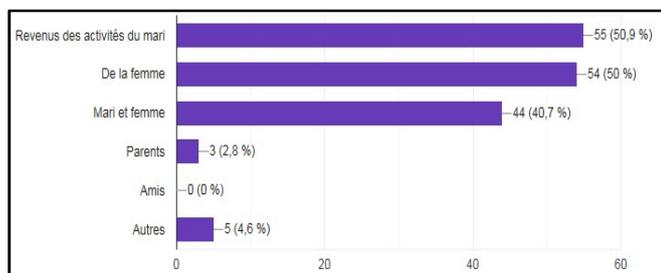


Figure 13. Source de financement des frais de scolarité avec le projet

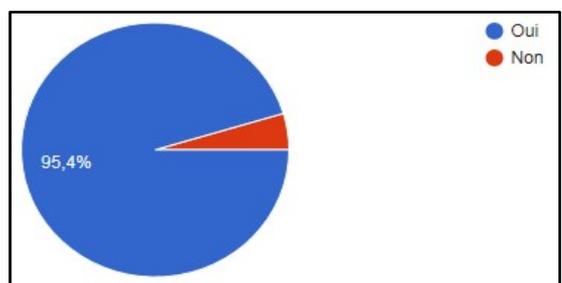


Figure 18. Impact des transferts monétaires sur le développement des enfants

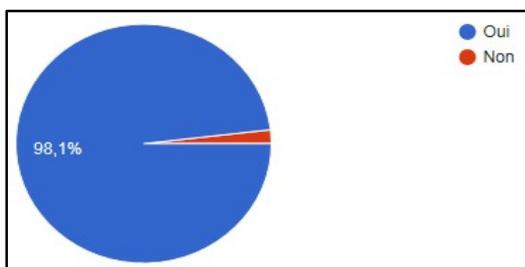


Figure 14. Contribution des transferts monétaires à la scolarisation des enfants

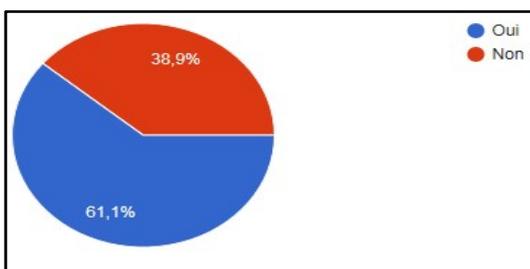


Figure 15 Situation des AGR avant le projet

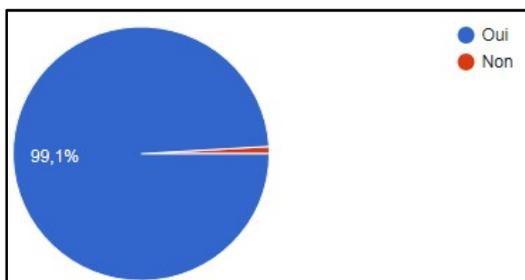


Figure 16. Situation des AGR créés grâce au projet

Dans la zone d'étude, trois facilitateurs communautaires accompagnent les bénéficiaires des filets sociaux. Deux d'entre eux sont sur le terrain depuis plus de 6 ans et mènent des activités de sensibilisation autour des thèmes tels que la santé maternelle et infantile avec des sous thèmes sur la consultation pré et post-natale, la planification familiale, le suivi du calendrier vaccinal ; le développement psychomoteur de l'enfant, l'hygiène de vie de la femme enceinte ; l'alimentation du nourrisson avec la promotion de l'allaitement maternel exclusif et la préparation des repas des enfants à base de produits locaux. Selon eux, des changements de comportemental ont été observés suite à ces sensibilisations dans le domaine de la santé de la petite enfance. En effet, on note une meilleure prise en charge des enfants en cas de maladie, une amélioration de l'hygiène du milieu de vie des bénéficiaires. Ils ont pu constater aussi la fréquentation des centres de santé en cas de maladie, un meilleur suivi du calendrier vaccinal et des conseils des agents de santé, une meilleure alimentation avec la consommation des fruits locaux, de la bouillie enrichie à base de céréales locales, une meilleure affection des enfants qui s'observe à travers leur épanouissement. On note également l'abandon de certaines pratiques telles que le gavage, et mieux, les accouchements se passent dans les centres de santé et une meilleure hygiène des femmes allaitantes grâce aux relais communautaire qui y veillent. Partant de ces changements de comportements, on constate une forte diminution des cas de malnutrition et une meilleure santé des enfants lors des visites à domicile. Il y a donc une amélioration du développement cognitif et affectif des enfants. En effet, les facilitateurs communautaires ont appris aux femmes à fabriquer des jouets pour les enfants ; aussi, les groupes d'animation ont-ils été dotés de jouets ce qui contribue à l'éveil des enfants.

DISCUSSION

Les résultats obtenus dans cette recherche montrent que 38,9% des femmes bénéficiaires des transferts monétaires étaient sans activités commerciales après la saison hivernale ce qui induit qu'elles étaient sans ressources financières. Depuis qu'elles bénéficient des transferts monétaires, il y a une amélioration de leurs revenus, en ce sens qu'elles arrivent à mener des activités économiques. En effet, le nombre de propriétaires de micro-projets a connu une hausse ainsi que leurs revenus et toutes les femmes déclarent que les activités génératrices de revenus qu'elles mènent grâce aux transferts monétaires leur permettent de subvenir aux besoins de leur famille notamment les charges liées à l'alimentation, à la scolarité des enfants, à l'habillement, aux soins de santé, aux événements sociaux, à l'amélioration de l'habitat à travers la construction de maisons en matériaux définitifs, à l'achat de matériel d'agriculture y compris des animaux de trait et la diversification des AGR. Les transferts monétaires peuvent contribuer à lever les contraintes de liquidité et à réaliser des investissements. Ces résultats confirment ceux de Bonilla et al. (2017), selon lequel, les transferts monétaires ont un impact sur la pauvreté monétaire des ménages, car ils sont utilisés comme complément de revenu et augmentent le revenu des ménages en leur offre des possibilités d'accroître leur consommation. De nombreuses recherches ont prouvé que les transferts d'argent sont principalement associés à une meilleure diversité alimentaire. Ils sont également combinés à d'autres interventions, comme par exemple les formations au changement de comportement, permettant d'obtenir des effets plus importants et plus cohérents sur la nutrition des enfants. La littérature donne des résultats probants d'impacts des transferts monétaires sur l'alimentation.

Selon Nyabenda (2021), le projet d'appui aux filets sociaux Merankabandi a fait ses preuves en tant que mécanisme efficace de protection sociale au Burundi. L'objectif du projet Merankabandi est de fournir des transferts monétaires réguliers et prévisibles aux ménages ayant des enfants d'un âge compris entre 0 et 12 ans, qui vivent en situation d'extrême pauvreté et de vulnérabilité dans les zones sélectionnées. Dans le cadre de l'exécution de ce projet, d'autres mesures d'accompagnement sont mises en place pour promouvoir l'investissement des ménages bénéficiaires du programme dans leur capital humain et consolider les mécanismes clés mis en œuvre pour le développement du système de filets sociaux. Les bénéficiaires de ce projet ont appris à se fixer des objectifs financiers, à gérer le budget du ménage, à épargner, entreprendre efficacement, ainsi que le fonctionnement et les avantages d'un groupe de solidarité et les techniques d'identification d'une activité génératrice de revenus (AGR). Les bénéficiaires sont également sensibilisés sur la concertation mutuelle entre conjoints pour toutes les décisions concernant la gestion des biens du ménage et ils ont acquis des notions sur l'alimentation de la femme enceinte, l'assistance du conjoint à sa femme enceinte, les avantages d'un accouchement dans un centre de santé et ceux d'un allaitement maternel exclusif pendant les six premiers mois de la vie. Ils sont également informés sur le calendrier vaccinal, les différentes maladies courantes de l'enfant, la santé sexuelle et reproductive ainsi que la prévention contre les épidémies. Les bénéficiaires ont reçu également des connaissances sur la nourriture appropriée et complète à offrir aux enfants, à travers les Foyers d'apprentissage nutritionnel (FARN) (Nyabenda, 2021).

Le programme « Child Grant Cash Transfer Programme » en Zambie, avec pour objectif de réduire l'extrême pauvreté, a eu un effet positif sur la sécurité alimentaire, l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants (Seidenfeld et al., 2014). En effet, en Zambie, Seidenfeld et al. (2014) a montré que le transfert d'argent inconditionnel a eu un impact positif sur les dépenses de consommation des personnes ciblées et a réduit sensiblement le nombre de personnes pauvres. Cette recherche a démontré que la réduction de la pauvreté a été de 4% pour les bénéficiaires de transferts inconditionnels. L'impact sur l'écart de pauvreté va d'une réduction d'environ 8% pour l'allocation pour enfant à charge, ce qui implique également, la réduction des niveaux de pauvreté des ménages pauvres. Les transferts monétaires

constituent pour les bénéficiaires un revenu complémentaire qu'ils peuvent utiliser pour améliorer leurs soins de santé. Ladura (2019) a étudié comment un programme de Transfert monétaire conditionnel (TMC) en Tanzanie peut influencer le volet santé en utilisant une approche de développement communautaire. Ainsi, ils trouvent que ce projet a induit un accroissement supplémentaire des visites dans les formations sanitaires de 2,3 par enfant et que les TMC ont permis d'améliorer la santé et d'utiliser l'assurance maladie pour financer les soins médicaux.

Tout cela vient confirmer le fait que les transferts monétaires contribuent à investir dans le capital humain, notamment l'éducation. Au Burkina Faso, une évaluation du projet pilote de transferts d'argent liquide dans le Nahouri a démontré que les TMC et les TMI améliorent la scolarisation des enfants (Akresh et al., 2012). En effet, Au Burkina Faso, le projet pilote de transferts monétaires dans la province de Nahouri avec pour cible, les familles ayant des enfants âgés de 0 à 59 mois dont le but est d'améliorer les résultats en matière de santé et d'éducation a fourni des résultats probants en matière de santé. Les TMC ont eu un effet important sur le nombre de visites de routine pour enfants au cours d'une année donnée dans les centres de santé (Akresh et al., 2012). Au Malawi, Baird et al. (2012) et Kidd et Calder (2012) ont évalué le Zomba Cash Transfer Programme conçu pour maintenir les filles et les jeunes femmes à l'école. Leurs résultats indiquent que les participants au programme avaient plus de chance d'être scolarisés, particulièrement les jeunes filles ayant abandonné l'école au départ, ont été nombreuses à se réinscrire. Une autre étude (Baird et al., 2011) sur le même programme au Malawi souligne que le taux d'abandon scolaire a fortement diminué chez les bénéficiaires des TMC et plus modestement chez ceux des TMI. Des améliorations plus importantes ont été observées dans la maîtrise de la lecture par les bénéficiaires des TMC. Une intervention de transfert monétaire au Ghana a aussi eu un impact positif sur l'éducation. Ce programme Livelihood Empowerment Against Poverty visait à réduire la pauvreté à court terme et à améliorer le développement du capital humain en fournissant aux ménages, des transferts réguliers en espèces, une assurance maladie nationale complémentaire. Les travaux de Handa et al. (2013) montrent que cette intervention a eu de fortes répercussions sur la scolarisation des enfants, en particulier sur certains sous-groupes. Parmi les enfants plus âgés (ceux du secondaire), pour lesquels les frais de scolarité sont les plus élevés, le programme a permis d'augmenter le taux de scolarisation de 8%, les garçons étant les plus favorisés. En revanche, chez les enfants plus jeunes où les taux de scolarisation sont déjà élevés, on note une augmentation de la fréquentation scolaire complète de 11%, avec là encore, des effets légèrement plus importants pour les garçons.

Covarrubias et al. (2012) se sont intéressées à l'impact des transferts monétaires sur l'accumulation des actifs agricoles et les rendements qui y sont liés. Comme illustration, l'évaluation du projet pilote Social Cash Transfer Scheme du Malawi a révélé que les transferts monétaires effectués dans le cadre de ce projet ont entraîné une hausse des investissements dans les actifs agricoles et ont réduit l'offre de travail peu qualifié des adultes. Cette évaluation a également souligné que le projet a permis de réduire le travail des enfants à travers l'utilisation d'animaux de trait, ce qui est en adéquation avec nos résultats. En effet, la comparaison entre les enfants dont les parents bénéficient de transferts monétaires et ceux dont les parents n'ont jamais bénéficié de transferts monétaires fait ressortir que les premiers sont plus épanouis, avec une bonne corpulence, mieux habillés surtout lors des fêtes. Les enfants issus des ménages bénéficiaires des transferts monétaires développent plus de capacités sur le plan intellectuel et affectif que ceux dont les parents ne sont pas bénéficiaires. Les résultats scolaires en sont une illustration. Les transferts monétaires offrent des opportunités d'investissement et d'entrepreneuriat qui pourraient réduire la pauvreté et partant, améliorer le bien-être des bénéficiaires en leur permettant de réduire la violence liée au stress car l'augmentation des revenus pourrait permettre à la femme de négocier sa sortie de la violence conjugale (Farmer et Tiefenthaler, 1997 ; Hennequin et Wielhorski, 2012). Au Niger, le programme expérimental de transfert d'argent par téléphone mobile, qui utilisait également différents mécanismes de

transfert, a accru le pouvoir de décision des femmes au sein du ménage (Aker et al., 2014). De même, l'évaluation des effets du programme de transfert Women's Income Generating Support en Ouganda pour prévenir la violence entre partenaires intimes (souvent les mariés) également inclus parmi les bénéficiaires, a conduit à une légère diminution des abus et du contrôle marital (Annan et al., 2015). Ces auteurs soulignent, une forte augmentation de la qualité des relations (entre partenaires intimes).

CONCLUSION

Les actions entreprises par le Gouvernement et ses partenaires à travers la mise en œuvre des projets et programmes ont pour objectif d'améliorer les conditions de vie des populations pauvres et empêcher celles vulnérables de tomber dans la pauvreté. L'une d'elle est la mise en œuvre du projet « Filets sociaux » financé par la Banque mondiale et l'Etat Burkinabè et mis en œuvre depuis 2014. L'objectif de cette recherche était d'évaluer la contribution des filets sociaux à l'amélioration des conditions de vie des ménages, et plus particulièrement l'amélioration du développement de la petite enfance. Il en ressort que le projet Filets sociaux a des effets positifs aussi bien sur le plan économique que social au sein de la communauté bénéficiaire et plus particulièrement sur les familles bénéficiaires et ce malgré quelques difficultés observées dans sa mise en œuvre. Les résultats montrent que filets sociaux contribuent à l'amélioration des conditions de vie des ménages. Les filets sociaux sont des investissements stratégiques qui ont permis de réduire à grande échelle la pauvreté. Ce sont des initiatives à la base qui amènent les populations à prendre elles-mêmes en charge leur propre développement réduisant du même coup le niveau de pauvreté. Sur le plan éducationnel, les transferts monétaires contribuent à améliorer la scolarisation des enfants à travers la prise en charge entre autres de leurs frais de scolarité et leurs fournitures scolaires. Les transferts monétaires ont accru les revenus des ménages à travers le développement et la diversification des activités génératrices de revenus.

Cette recherche a aussi démontré qu'à travers l'investissement et l'acquisition de moyens de production, les conditions de vie des ménages se sont améliorées. L'amélioration des conditions de vie passe aussi par le renforcement des relations sociales. Les relations entre les couples se sont davantage consolidées au grand bonheur des enfants. Au regard de ce qui précède, nous pouvons dire que les enfants tirent un bénéfice inestimable du fait de vivre dans un ménage ayant bénéficié de transferts monétaires. Cela se traduit par une petite enfance en bonne santé et épanoui ce qui favorise leur développement cognitif et affectif les rendant plus éveillés : les filets sociaux contribuent au développement de la petite enfance, dans la province du Zondoma. Les séances d'animation et de sensibilisation ont énormément contribué au changement de comportement liés à l'hygiène, à l'alimentation, à l'éducation ce qui contribue à une bonne harmonie dans le ménage. Au regard de ces résultats, en termes de solutions en vue de l'amélioration des interventions en faveur de la petite enfance, les programmes de filets sociaux doivent être renforcés en prenant en compte les actions suivantes : (i) développer des plaidoyers pour accroître les financements en matière de protection sociale, afin de toucher l'ensemble des ménages pauvres et vulnérables ; (ii) mettre en place un registre social unifié faisant ressortir les ménages pauvres et vulnérables avec de jeunes enfants ; (iii) coordonner les différentes approches en matière de protection sociale ; (iv) impliquer fortement les ministères en charge de la santé et de l'éducation nationale dans les programmes des transferts monétaires (synergie d'action) en vue de faire des enfants, les cibles primaires de l'intervention pour rompre la transmission intergénérationnelle de la pauvreté ; (v) renforcer la participation communautaire au développement de la petite enfance pour soutenir et pérenniser les actions du projet ; (vi) développer de nouveaux outils didactiques pour renforcer les capacités des parents à mieux prendre en charge l'éducation holistique des enfants ; (vii) renforcer l'accompagnement des bénéficiaires malgré les conditions sécuritaires dégradées ; (viii) mettre l'accent sur l'alphabétisation des

bénéficiaires et le renforcement de leurs capacités en vue d'améliorer la gestion des ressources qui leur sont allouées ; (ix) accompagner les bénéficiaires à la fin du projet ; (x) pérenniser les acquis à travers la mise à disposition de relais communautaires après la clôture du projet.

RÉFÉRENCES

- Aker J-C., Boumijel R., McClelland A. et Tierney N. (2014), Payment Mechanisms and Anti-Poverty Programs: Evidence from a Mobile Money Cash Transfer Experiment in Niger, https://sites.tufts.edu/jennyaker/files/2010/02/Zap_26aug2014.pdf
- Akresh R., De Walque D et Kazianga H. (2013), Transferts monétaires conditionnels au Burkina Faso: Pour quels enfants les conditions sont-elle importantes?, <https://blogs.worldbank.org/africacan/transferts-mon-taires-conditionnels-au-burkina-faso-pour-quels-enfants-les-conditions-sont-elle-impo>
- Annan J., Christopher Blattman C., Green E., Jamison J. et Lehmann C. (2015). Building Women's Economic and Social Empowerment, <https://poverty-action.org/sites/default/files/publications/building-womens-economic-and-social-empowerment.pdf>
- Baird S J., Garfein R S., McIntosh C. T. et Ozler, B. (2012). Effect of a cash transfer programme for schooling on prevalence of HIV and herpes simplex type 2 in Malawi: a cluster randomised trial. *Lancet (London, England)*, 379(9823), 1320–1329. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(11\)61709-1](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(11)61709-1)
- Baird S., McIntosh C. et Özler B. (2011). Cash or condition? evidence from a cash transfer experiment. *The Quarterly Journal of Economics*, 126(4), 1709–1753. <http://www.jstor.org/stable/41337177>Baird et al. (2011)
- Beegle K., Coudouel A. et Monsalve E. (2018). *Les filets sociaux en Afrique : Comment réaliser pleinement leur potentiel?* Brochure de présentation générale. Banque mondiale, Washington, DC License : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO, 205 pages. DOI : 10.1596/978-1-4648-1164-7
- Bonilla J., Carson K., Kiggundu G., Morey M., Ring H., Nillesen E., Erba G. et Michel S. (2017). Transferts monétaires en contexte humanitaire en République démocratique du Congo : appréciation factuelle du programme ARCC II de l'UNICEF, *American Institutes for Research : Étude et évaluation internationales*, <http://www.air.org/>
- Covarrubias K., Davis B. et Winters P C. (2012), From protection to production: Productive impacts of the Malawi Social Cash Transfer scheme, *Journal of Development Effectiveness*, 4(1):1-28, <http://dx.doi.org/10.1080/19439342.2011.641995>
- Farmer A. et Tiefenthaler J. (1997). An economic analysis of domestic violence, *Review of social Economy*, n° 55, p. 337-358.
- Handa S., Park M., Darko R O., Osei-Akoto I., Davis B. et Diadone S. (2013), Livelihood Empowerment Against Poverty Program Impact Evaluation, file:///C:/Users/DEME%20El%20Hadji%20Yoro/Downloads/Handaetal.2013LeapFinalReport.pdf
- Hennequin E. et Wielhorski N. (2012). Quand l'intime s'immisce dans l'entreprise: Les conséquences organisationnelles des violences familiales. *RIMHE: Revue Interdisciplinaire Management, Homme & Entreprise*, 4,1, 42-56. <https://doi.org/10.3917/rimhe.004.0042>
- Insd-bf (2019). Annuaire statistique 2018 de la région du Nord, Août 2019, 270p. http://www.insd.bf/content/pub_periodiques/annuaire_stat/annuaire_stat_regionaux_BF/Annuaire%202018%20du%20Nord%20final.pdf
- Insd-bf (2022). Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitation du Burkina Faso (RGPH) 2019, MONOGRAPHIE DE LA REGION DU CENTRE-NORD, décembre 2022, 176p. http://www.insd.bf/content/documents_rgph5/MONOGRAPHIE%20DU%20CENTRE-NORD%205E%20RGPH.pdf
- Kidd S. et Calder R. (2012), The Zomba conditional cash transfer experiment: An assessment of its methodology, *Pathways' perspectives on social policy in international development*, Issue No 6 January 20th 2012

- Ladura A. (2019), *Impact d'un transfert monétaire et/ou d'un supplément nutritionnel pour la prévention du retard de croissance du jeune enfant en milieu rural au Mali : analyse d'un essai randomisé par clusters*. Santé publique et épidémiologie. Sorbonne Université, 2019. <https://theses.hal.science/tel-02931883/document>
- NYABENDA M. (2021). *Projet d'appui aux filets sociaux : Recueil d'histoires de vies*, Banque mondiale, Unicef, <http://www.merankabandi-site.bi/>
- Politique Nationale de Protection Sociale (Pnps-Bf) 2013–2022, Septembre 2012. <https://faolex.fao.org/docs/pdf/Bkfl72639.pdf>
- Seidenfeld D., Handa S., Tembo G., Michelo S., Scott C-H. et Prencipe L. (2014), *The Impact of an Unconditional Cash Transfer on Food Security and Nutrition: The Zambia Child Grant Programme*, <https://core.ac.uk/download/pdf/286040308.pdf>
